

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/335/Add.1

27 février 2002

(02-0982)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Réponse de la Lituanie à la question complémentaire de la Suisse¹

Addendum

Par une communication de sa Délégation permanente datée du 26 février 2002, la Mission permanente de la Lituanie a fait parvenir au Secrétariat une copie de la réponse à la question complémentaire de la Suisse, distribuée sous couvert du document IP/C/W/315/Add.1.

A. BREVETS

Complément à la question n° 2:

2. Vous indiquez dans votre réponse que votre Loi sur les brevets ne prévoit pas explicitement que l'importation équivaut à l'"exploitation" d'un brevet. Veuillez préciser si, dans le cadre de la loi et de la pratique actuelle de la Lituanie, une licence obligatoire pour défaut d'exploitation ne peut pas être délivrée pour un produit dans le cas où ce produit est importé en Lituanie.

L'idée centrale de l'article 39 de la Loi sur les brevets est que le gouvernement peut adopter une décision qui autorise les personnes physiques ou morales à commercialiser, sans l'accord du titulaire du brevet, une invention brevetée sur le territoire de la Lituanie.

Si l'invention est importée sur le marché intérieur et si le titulaire du brevet n'entreprend aucune action contre cette importation, cela signifie que l'invention est accessible au public et que, par conséquent, il n'existe aucune raison de délivrer la licence obligatoire.

Dans la pratique, nous n'avons jamais appliqué les dispositions de la Loi sur les brevets aux licences obligatoires.

¹ Les réponses de la Lituanie aux questions initiales de la Suisse ont été distribuées sous couvert du document IP/C/W/335.